



**PRÉFÈTE
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations
Service environnement et prévention des risques**

**Arrêté n° 89-DDPP-21
portant mise en demeure au titre de la réglementation
des installations classées pour la protection de l'environnement**

**La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles et notamment son chapitre II ;

Vu le code de l'environnement Livre V et notamment la section 8 « Installations visées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles », articles L.515-28 à L.515-31 et articles R. 515-58 à R. 515-84 ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 23/DDPP/16 classant les activités exercées par la La société SCHUTZ IRA sous la rubrique 3550 de la nomenclature des installations classées ;

Vu la décision n°2018/1147/UE du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE ;

Vu le courrier du 10/03/2020 de l'inspection des installations classées :

- annonçant à l'exploitant la parution au journal officiel de l'Union européenne de la décision concernant les meilleures techniques disponibles relatives au traitement des déchets (BREF WT) et rappelant l'échéance de 12 mois imposée par les articles R. 515-71 et L.515-30 du code de l'environnement concernant la remise du dossier de réexamen,
- invitant l'exploitant à remettre à la préfète son dossier de réexamen sous un délai de 6 mois ;

Considérant que la rubrique associée à l'activité principale du site est la rubrique n° 3550 et que les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles relatives au traitement des déchets (BREF WT) ;

Considérant que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au traitement des déchets (BREF WT) ont été publiées au journal officiel de l'Union européenne les 17 août 2018 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas fourni au préfète respecté l'échéance du 17 août 2019 imposée par les articles R. 515-71 et L.515-30 du code de l'environnement concernant la remise du dossier de réexamen et du rapport de base ;

Considérant que l'exploitant n'a pas fourni à la préfète les éléments permettant de statuer sur la conformité de son installation aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives

au traitement des déchets (BREF WT) dans le délai de 6 mois accordé par le courrier du 10/03/2020 sus-visé ;

Considérant que l'exploitant n'a pas fourni à la préfète le rapport de base permettant d'établir, lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation, si l'installation est à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société SCHUTZ IRA ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1 : La société SCHUTZ IRA, exploitant une installation de tri, transit et traitement de déchets dangereux, sise 9 rue Bénevent sur la commune de SAINT-ETIENNE (42000) est mise en demeure de transmettre à la préfète, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, le dossier de réexamen ainsi que le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R 515-59 (ou le mémoire justificatif pour les installations non soumises au rapport de base) prévus aux articles R 515-71 et L 515-30 du code de l'environnement .

Article 2 : A défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Article 4 Le secrétaire général de la Préfecture de la Loire, le directeur départemental de la protection des populations chargé de l'inspection des installations classées et le maire de Saint-Etienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le

- 3 MARS 2021

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Thomas MICHAUD

copie adressée à :
Société SCHUTZ IRA
Rue Pierre et Marie Curie
69780 SAINT-PIERRE DE CHANDIEU
Mairie de Saint-Etienne
Archives
Chrono